



L'Armée zapatiste de libération nationale lorsqu'elle a pris le village de Huixtan, au centre de l'Etat du Chiapas, en janvier dernier.

Le Chiapas est devenu le symbole des élections



GILLES TOUPIN

envoyé spécial

La Presse À SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS, Chiapas

Dans l'interminable ascension de deux heures qui mène de Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas, à San Cristobal de las Casas, là où les montagnes touchent aux nuages, les barrages de l'armée fédérale surprennent le voyageur dans les lacets des cols ou au bord des ravins. En tenue de combat, ils sont plus de 20 000 soldats à patrouiller et à monter la garde autour du « territoire zapatiste ».

L'éclair aveuglant qui a frappé le Mexique le 1er janvier 1994 est ainsi venu de son Etat le plus lointain et le plus oublié. Lorsque l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'est emparée cette journée-là des principales villes du Chiapas, non seulement le désespoir et le retard de cette région frontalière étaient révélés au grand jour, mais aussi la faiblesse d'un processus de modernisation archaïque qui, jusqu'au 31 décembre, paraissait s'imposer dans tout le pays sans résistance majeure.

Aujourd'hui, le Chiapas est devenu la grande référence, le symbole, le tournant majeur des élections de demain. La révolte zapatiste a bouleversé la scène politique du pays, rendu caduc le programme du gouvernement et redistribué les rôles des partis. Les effets pervers de la politique économique menée par « la génération du changement » n'étaient pas que le lot

de ce pauvre Etat riche, mais une gangrène qui s'est répandue jusqu'au sud des Etats-Unis. « Soudain », commente Antonio Garcia de Leon, professeur d'économie à l'Université nationale autonome de Mexico, « derrière les bons indicateurs macro-économiques, derrière le contrôle de l'inflation et la réduction des dépenses publiques, derrière les sacrifices imposés aux salariés et aux producteurs, il y avait des hommes, des femmes et des enfants qu'enfonçaient encore dans la misère les ajustements visant à adapter le Mexique aux nécessités de l'Accord de libre-échange nord-américain. »

Les zapatistes ont préparé la résistance

De Tapachula, sur la côte du Pacifique, à San Cristobal de las Casas (73 000 habitants), la route est longue et périlleuse. Les trois zapatistes venus rencontrer *La Presse* ont voyagé toute la nuit. « C'est important, dit l'un d'eux (qui demande que je ne mentionne pas leur nom) que l'on sache au Canada ce qui se passe vraiment ici. »

Sans cagoule, atablés autour d'une enorme tortilla dans un coin d'une posada loin des oreilles trop curieuses, ils expliquent sans tarir le succès de la fameuse Convention nationale démocratique (CND) qui a eu lieu la semaine dernière dans la forêt des Lacandons et où 6000 représentants de la société civile mexicaine étaient présents.

« Nous avons la conviction que les élections de dimanche ne seront pas honnêtes. Nous avons donc préparé la résistance civile. Nous avons consolidé le pouvoir populaire et nous sommes prêts à prendre tous les moyens pacifiques possibles pour mettre en place ce gouvernement de transition dont a besoin le Mexique. Nous sommes en train de mettre sur pied un Conseil na-



tional de lutte populaire. Si on nous vole nos élections, nous sommes prêts. Nous allons prendre des terres, bloquer des routes, exiger que l'armée sorte du Chiapas. S'il y a des actes de violence, ils ne viendront pas de nous. Mais nous avons organisé un véritable front de défense de la terre.

« Actuellement, poursuit le jeune homme, la crise interne du système politique mexicain est irréversible et les autorités locales mènent une guerre de basse intensité. Ils tentent de mettre sur pied des scénarios de provocation pour que l'armée intervienne et accentue la répression. Nous, on a décidé à la Convention de privilégier la négociation. Mais s'il le faut, si la voie électorale et la résistance pacifique ne suffisent pas, nous irons jusqu'à la guerre civile. »

Le réveil des ethnies

À Tuxtla Gutiérrez, les caciques indiens et ladinos (métis d'espagnol et d'indien), grands propriétaires terriens qui profitent du système, occupent la grande place (le Zocalo). « Ils veulent, dit l'un de mes interlocuteurs, qu'on applique la loi aux zapatistes, qu'on les déloge par la force. Ils font des marches, des assemblées, ils bloquent les rues, ils occupent des terres et provoquent en secret l'armée fédérale, afin que cette dernière réplique contre nous et les petits paysans. »

C'est qu'en fait, l'insurrection armée

du 1er janvier a provoqué le réveil politique des ethnies mayas mais aussi tarasques, mixtèques et chontales à la stupefaction des caciques. Il est significatif de constater que le gros des troupes de l'EZLN est composé de paysans mayas et que son programme politique s'appelle le *Manifeste de la forêt de Lacandon*.

« Les indigènes, explique le père dominicain Pablo Romo, bras droit de l'évêque Samuel Ruiz de San Cristobal et directeur du Centre Fray Bartolomé des droits de la personne, ne s'identifient pas aux partis politiques. Leur cohésion sociale repose sur la règle de l'unanimité et ils ne s'intègrent pas bien dans le jeu démocratique des partis, où c'est la loi de la majorité qui règne. D'ailleurs, au Chiapas, les partis politiques n'ont aucune prise sur la population. Il n'y a que le Parti révolutionnaire institutionnel qui a une base dans la région, parce qu'il est là depuis 65 ans. Mais encore là, c'est une base corporatiste et non pas populaire. »

« Si la Convention n'a pas officiellement appuyé un parti politique, a déclaré l'un des zapatistes, ils ont décidé tacitement de voter contre le PRI. Et voter contre le PRI dans la conjoncture actuelle, c'est voter pour le Parti de la révolution démocratique (PRD) de Cuauhtémoc Cárdenas, les autres partis n'étant que des leurres souvent financés en douce par le PRI pour enlever des voix à l'opposition véritable. »

Au Centre Fray Bartolomé, abrité dans l'une des dépendances de l'évêché, l'activité est intense. « Seulement pour le dernier semestre, affirme le père Romo, nous avons eu 1000 cas de violation des droits de la personne. »

« Vive Don Amado! »

Plus tôt, sur la grande place de San Cristobal, face à l'impressionnante ca-

thédrale de style colonial espagnol, le petit peuple d'indigènes et de paysans venus des montagnes et des villages environnants assiste à un rassemblement du PRD. Les orateurs se succèdent et sont acclamés par des « vive Zapata » et « vive Don Amado ». Même la grande Rosario Ibarra de Piedra, à la tête au Mexique des « Mères des disparus politiques », était venue de Mexico pour parler aux Chiapanecos. Mais c'est Don Amado que le petit peuple attendait. Il est arrivé au milieu du discours de Rosario Ibarra, soutenu par des aides, et il a pris place sur une chaise au milieu de l'estrade dans les clameurs de la foule.

Don Amado Avendano Figueroa est un candidat indépendant au poste de gouverneur de l'Etat qui se présente sous la bannière du PRD, parce que la loi électorale mexicaine interdit les candidats indépendants. Il est celui qui a été victime d'un « accident » de la route récemment et qui a miraculeusement survécu. Ses compagnons de voyage sont morts. A peine sorti de l'hôpital, en mauvais état, il revient dans la course aux derniers jours de la campagne. « Trop longtemps, dit le présentateur de Don Amado, le peuple du Chiapas a été orphelin de candidats, et trop longtemps les candidats ont été orphelins de peuple. »

Les choses seront-elles différentes après le vote de demain? En attendant, les petites femmes mayas, vêtues de leurs étoffes multicolores, proposent sur la place des muecas (poupées) affublées de cagoules et d'un vague bâton représentant une arme. Les boutiques de San Cristobal ne sont pas en reste: elles proposent tee-shirts et même chaussettes à l'effigie de l'énigmatique commandant Marcos, accompagnée du sigle de l'Armée zapatiste de libération nationale.

À la source de la rébellion zapatiste: l'Alena

La Presse À SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS

L'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), signé par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique et entré en vigueur le 1er janvier dernier, a été l'une des principales causes de la rébellion armée des indigènes du Chiapas, menée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Peuplé de 3,5 millions d'habitants, l'Etat du Chiapas compte au moins 30 p. cent d'indiens d'origine maya dont les Tzeltales, les Tzotziles, les Choles et les Tojlabales. Issus d'une autre branche, il y a aussi les Tarasques, les Mixtèques et les Chontales.

Pour ces petits producteurs agricoles disséminés dans la forêt de Lacandon (*la selva lacandonna*) et les hautes terres du centre de l'Etat (*los Altos*), l'Alena signifie qu'ils vont être littéralement écrasés devant la compétence des producteurs canadiens et américains.

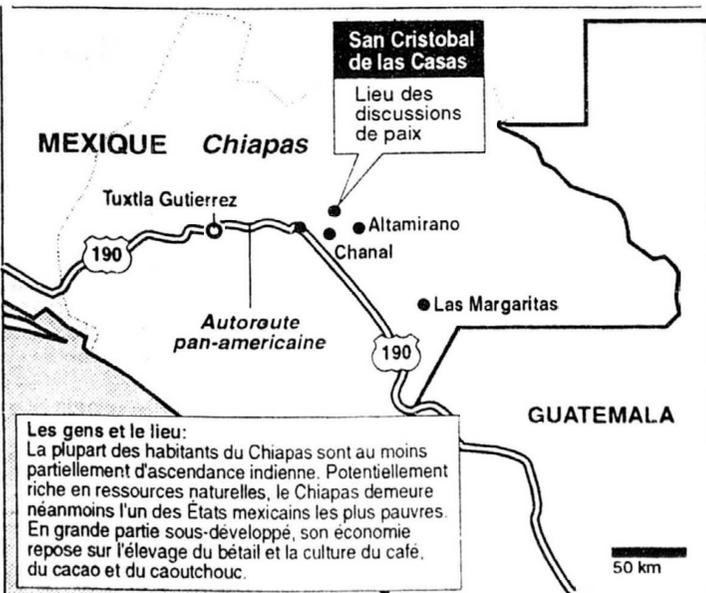
C'est pourquoi l'une des premières demandes de l'EZLN demeure encore aujourd'hui la modification de certaines clauses de l'Alena. Le sous-commandant Marcos, à la tête de l'insurrection du 1er janvier, l'a bien précisé: « Il doit y avoir des changements au traité qui tiennent compte des indigènes du Chiapas, sinon nous allons être détruits sans qu'une seule balle ne soit tirée. Avec cet accord, nous sommes voués à disparaître. »

Le malheur du Chiapas, c'est qu'il soit, de tous les Etats mexicains, le plus éloigné des Etats-Unis et du Canada. « L'Alena n'a rien apporté à San Cristobal de las Casas », explique le père dominicain Pablo Romo, bras droit de

l'évêque Samuel Ruiz et directeur du Centre Fray Bartolomé pour les droits de la personne. « Il ne nous a attiré aucune aide pour développer des industries chez nous et la seule fabrique de la ville, spécialisée dans le textile, vient de fermer ses portes. Tout ce qui a été prévu pour le Chiapas, c'est d'en faire une curiosité touristique, une sorte de *Jurassic Park* où les indigènes ne seraient qu'une curiosité anthropologique. Il est bien certain, poursuit le prêtre, que les gens ici ne savent pas au juste ce qu'est l'Alena, mais ils savent ce que représente le salinisme pour eux (NDLR: les politiques du président Salinas) et ils savent que Salinas les a appauvris depuis six ans. Alors, ils se méfient d'un accord issu de Salinas. »

Pour l'économiste chiapanèque et professeur à l'Université autonome du Chiapas, Jorge Lopez Arevalo, auteur de plusieurs études sur la question, le ministre mexicain du Commerce Jaime Serra Puche ment lorsqu'il prétend que l'Alena apportera des bénéfices au pays et au Chiapas. Les producteurs nationaux, soutient Jorge Lopez, sont dépassés « non seulement parce qu'ils font face à des obstacles structurels, mais aussi parce qu'ils n'ont pas les avantages extraordinaires des Canadiens et des Américains, dont des subventions à la production, de l'aide économique s'ils doivent cesser de produire en cas d'une trop grande demande, des appuis à la commercialisation ou des programmes d'exportation. »

De chaque côté de la petite route qui serpente la capitale de l'Etat, Tuxtla Gutiérrez, à San Cristobal, les plantations de maïs se succèdent à perte de vue, même sur les côtes les plus abruptes. Le Chiapas est l'un des prin-



cipaux états producteurs de maïs du pays. A court terme, il souffrira des conséquences négatives de l'Alena. En incluant dans l'accord cette culture qui constitue l'aliment de base du peuple mexicain, « on met en jeu l'autonomie alimentaire du pays et la survie des producteurs, qui sont pour la plupart des paysans indigènes. »

Ainsi, toujours selon M. Lopez, les

repercussions de l'Alena au Chiapas affecteront quelque 58,3 p. cent de la population économiquement active. Cette population est l'une des moins développées de tout le Mexique et dans certains endroits, comme dans la forêt tropicale, on cultive encore la terre avec le *coa*, un outil agricole vieux de 500 ans.

« Il faut insister, de dire le professeur

Lopez, sur le fait que les producteurs de maïs du Chiapas doivent compétitionner avec la plus grande puissance productrice de cette céréale au monde, les Etats-Unis qui ont même introduit dans cette culture l'utilisation du laser. »

Lorsque le ministre du Commerce Ferra Puche est venu au Chiapas, il y a quelques jours, pour vendre l'Alena aux paysans en leur disant qu'ils auront accès à de meilleurs prix, a des moyens d'augmenter leur production et à de nouveaux marchés, il n'a pas convaincu la plupart des Chiapanecos.

Pour les rebelles zapatistes, le traité signifie la mort des indigènes. L'Alena, selon Jorge Lopez Arevalo, représente un modèle économique qui repose sur un seul pari, l'investissement étranger. « Pour cela, poursuit-il, il faut une stabilité macro-économique et politique. Ce modèle exige un coût social élevé qui, à partir du 1er janvier 1994, s'est transformé ici en un coût politique majeur. Les communautés ont déclaré la guerre au gouvernement fédéral. »

« S'il n'y a pas de paix sociale, il n'y aura pas d'investissements étrangers, ce qui d'ailleurs est le cas depuis le soulèvement zapatiste et l'assassinat du candidat du PRI à la présidence de la République Luis Donaldo Colosio. »

De là, l'urgente nécessité d'un changement au Chiapas et au Mexique afin que les jalons d'une négociation sérieuse soient posés entre les démunis du pays et le gouvernement.

« Comment pouvons-nous compétitionner avec des fermiers canadiens et américains, a dit le commandant Marcos, quand nous ne pouvons même pas compétitionner avec la mort. »